

CHUTE VERTIGINEUSE DES RECETTES AU 1^{er} TRIMESTRE 2009

La crise s'invite en Algérie

Allant à l'encontre de l'optimisme béat du gouvernement sur l'absence d'impact direct de la crise économique mondiale sur l'Algérie, les Douanes nationales viennent d'annoncer que les recettes du pays ont chuté de près 50% au premier trimestre 2009 par rapport au 1^{er} trimestre 2008. Signe évident que la crise affecte directement notre pays.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon le Centre national de l'informatique et des statistiques (Cnis), relevant des Douanes nationales, les exportations algériennes ont atteint 10,74 milliards de dollars au cours du premier trimestre 2009, en baisse de 42,07% par rapport à la même période.

Quant aux importations, le Cnis enregistre une hausse de 10,07% pour totaliser 9,42 milliards de dollars, par rapport aux trois premiers mois de l'année écoulée. A ce propos, le Cnis relève une hausse de 22,25 des biens d'équipement importés pour une valeur de 4,24 milliards de dollars ainsi qu'une baisse de l'importation des biens alimentaires de 16,37% pour une valeur de 1,65 milliard de dollars contre 1,98 milliard au 1^{er} trimestre 2008.

Egalement, le Cnis note un «excédent» de la balance commerciale au 1^{er} trimestre 2009 à 1,32 milliard de dollars,

contre 9,99 milliards de dollars pour la même période 2008 et un taux de couverture des importations par les exportations de 114%.

Des chiffres qui révèlent l'impact direct de la crise économique mondiale. En effet, les exportations d'hydrocarbures constituent l'essentiel des ventes de l'Algérie vers l'étranger avec 97,27% de la valeur globale, ont diminué de 42%, soit une valeur de 10,45 milliards de dollars contre 18,01 milliards de dollars à la même période de l'année écoulée.

Cette baisse, le Cnis l'explique par la chute des cours du pétrole à environ 52 dollars le baril au cours du premier trimestre 2009 contre une moyenne de 110 dollars au cours de la même période de 2008.

Or, la baisse des cours de l'or noir est consécutive à la situation de plus en plus récessive de l'économie mondiale, se traduisant par une

demande pétrolière en baisse.

En réaction à la crise, à ses évolutions et ses répercussions éventuelles sur notre pays, le gouvernement et autres autorités monétaires et financières n'ont eu de cesse d'afficher un optimisme béat.

Non, l'Algérie est épargnée, à court et moyen terme, par la crise, du fait de la déconnexion de son système bancaire et de la nature de son économie, pour paraphraser un Premier ministre encore en poste. Non, l'Algérie est épargnée de la crise à l'exception de la contraction de ses revenus pétroliers, constatent des ministres dont le grand argentier du pays, grâce aux disponibilités financières accrues disponibles (fonds de régulation des recettes, réserves de changes, surliquidités bancaires...). L'Algérie peut être épargnée par la crise à condition de rester vigilante, concèdent ces mêmes officiels tout en se prévalant d'une certaine prudence dans la conduite de la politique financière et monétaire (fixation d'un tarif de référence du baril, mise en place d'un fonds de régulation des recettes per-

mettant de financer les déficits budgétaires, recours qualifié de judicieux au remboursement anticipé de la dette extérieure, placement sécurisé des réserves de changes permettant de couvrir les importations sur plusieurs années...).

A l'encontre des assurances officielles, les chiffres du Cnis sur la chute vertigineuse des recettes de l'Algérie au cours du premier trimestre écoulé, et donc la dégradation de la balance commerciale, démontrent clairement que la crise économique s'est invitée en Algérie.

Déjà, l'impact de la crise a commencé à être perceptible avec le report de la privatisation du CPA fin 2007, des repreneurs potentiels subissant les effets directs de la crise alors financière.

Un impact moins apparent en 2008 avec la flambée des cours du pétrole, atteignant un pic à près de 150 dollars, hausse favorisée par la spéculation boursière et qui a constitué un leurre pour les acteurs de la politique économique et financière nationale.

Pour autant, un leurre qui continue pour le gouverne-

ment qui en dépit de la chute des cours de plus de 100 dollars par rapport au pic suscitée, des revenus moindres (75 milliards de dollars en 2008 et une prévision de 40 milliards de dollars en 2009), s'engage à financer un second programme quinquennal de relance et développement économique, estimé à 150 milliards de dollars, sans prendre en considération et la volatilité des cours de l'or noir, la diminution relative des débouchés extérieurs pour nos hydrocarbures, ainsi que l'absence de réactivité de l'investissement direct étranger (IDE) et les insuffisances de l'attractivité nationale à cet IDE. Et un impact direct qui traduit par le gel de certains projets d'investissements en partenariat dans le domaine de la pétrochimie notamment.

Et d'autant que la baisse des cours mondiaux de certaines matières premières importées s'est traduite en Algérie paradoxalement par une inflation encore importan-

te et un engouement fluctuant pour l'importation.

Mais un gouvernement qui n'a pas pris en considération la nécessité d'anticiper, de déployer une vigilance effective et non pas seulement de la rhétorique, et d'impulser une démarche réelle de sortie de la dépendance aux hydrocarbures et de relance du tissu industriel et productif.

Soit en créant véritablement une économie diversifiée, fondée sur le savoir et le développement du capital humain, et en développant davantage les exportations hors hydrocarbures.

Ce qui reste encore l'Arlésienne. Et à propos de la dépendance aux hydrocarbures, le Cnis relève que les exportations hors hydrocarbures demeurent toujours marginales, avec seulement 2,73% du volume global des exportations et une valeur de 293 millions de dollars en baisse de plus de 44%.

C. B.

Importations :

La répartition des importations par groupes de produits fait ressortir une hausse pour l'ensemble des groupes de produits, à l'exception de celui des biens alimentaires qui a baissé de 16,37% pour une valeur de 1,65 milliard de dollars contre 1,98 milliard au 1^{er} trimestre 2008. En effet, les importations destinées aux équipements, qui représentent près de 45% du total des importations, sont passées de 3,46 milliards de dollars à 4,24 milliards de dollars, en hausse de 22,25%. Les hausses ont aussi touché les biens destinés à l'outil de production (13,11%), soit 2,55 milliards de dollars et, enfin, les biens de consommation non alimentaires avec une hausse de 13,90%, soit 975 millions de dollars.

C. B. /APS

CONSEIL D'ÉTAT

Un autre scandale

Titulaire d'un diplôme d'études universitaires appliquées (DEUA) en droit foncier, Malika A. a été recrutée en 2001 par le Conseil d'Etat en qualité d'assistante administrative. Sa carrière a pris fin brutalement au mois de janvier dernier suite à une étrange affaire de disparition de dossiers.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Malika A. était promise à une belle carrière au sein de la plus haute juridiction administrative du pays.

«J'ai débuté ma carrière en qualité de chargée du courrier. Puis j'ai été mutée en 2003 au service de greffe du Conseil d'Etat», explique Malika A. qui s'est présentée hier à notre rédaction. Selon elle, le climat de travail au sein de ce service s'est transformé avec l'arrivée d'une nouvelle greffière en chef.

«J'ai eu à subir des pressions dès le début de sa nomination. Au mois de décembre 2003, elle s'en est prise à moi gratuitement. Ma responsable hiérarchique m'a insultée de la façon la plus odieuse et menacée devant plusieurs témoins. J'ai donc décidé de saisir la présidente du Conseil d'Etat et le ministère de la Justice pour me plaindre officiellement. Un rapport détaillé a été adressé à la direction générale des magistrats qui a étudié cette affaire dans le détail. Ma plainte n'a finalement rien donné puisque la greffière en chef, qui est elle-même magistrate, n'a jamais été inquiétée. Elle a même bénéficié d'une excellente note de la part de la présidente du Conseil d'Etat de l'époque», note notre interlocutrice.

Selon elle, le «harcèlement moral» s'accroît suite à cette affaire. «En 2006, je suis passée devant le conseil de discipline du Conseil d'Etat pour une erreur

administrative dont je n'avais aucune responsabilité. La greffière en chef s'était arrangée pour que je sois sanctionnée d'un blâme et d'une mise à pied de 8 jours. Une situation totalement illégale puisqu'un conseil de discipline ne peut prononcer plus d'une sanction.»

Mais Malika A. ne tardera pas à être accusée d'une affaire encore plus grave qui aura pour conséquence de mettre un terme à sa carrière au Conseil d'Etat. Elle explique : «Le 21 octobre 2008 j'ai été convoquée verbalement au bureau de la présidente du Conseil d'Etat. A mon grand étonnement, la présidente m'a accusée d'avoir perdu, au cours du mois de septembre, deux dossiers de la première chambre du Conseil d'Etat. Selon elle, des témoins m'auraient aperçue dans le bureau de la présidente de cette chambre en compagnie de sa greffière. J'ai clairement précisé à mon accusatrice que je n'ai aucune responsabilité puisque je ne suis pas habilitée à manipuler les dossiers. Mais elle n'a rien voulu savoir», précise Malika A. En fait, il s'est avéré que cette dernière ne pouvait être concernée par cette affaire puisqu'elle était absente lors de la disparition des deux dossiers. «Selon la présidente du Conseil d'Etat, les dossiers ont disparu lors de la phase de délibération, soit entre le 7 et le 9 septembre 2008. Il se trouve que j'avais quitté le Conseil d'Etat le 7 sep-

tembre à midi pour des raisons médicales. Mon médecin m'a, par la suite, accordé un certificat médical de trois jours. J'étais donc absente du 7 au 10 septembre 2008 et je dispose d'un bon de sortie délivré par le Conseil d'Etat et d'un certificat médical pour prouver mes dires. Autre chose, il est impossible de pénétrer dans le bureau de la présidente de la première sans être identifiée. Le bureau en question est placé sous la surveillance d'une caméra vidéo», note Malika A.

Cependant, toutes ces preuves à décharge ne seront pas retenues. «Le 26 janvier, j'ai été convoquée une nouvelle fois par la présidente du Conseil d'Etat pour subir une audition qui s'est déroulée en présence du commissaire de l'Etat et de la greffière en chef. L'accusation avait changé entre-temps puisque ce n'était pas la perte mais la destruction des deux dossiers qui m'était reprochée. Selon elle, j'aurais tenté d'intervenir à plusieurs reprises auprès de la présidente de la première chambre pour obtenir le règlement de ces deux affaires.» Le 8 février 2009 Malika A. est présentée devant le conseil de discipline du Conseil d'Etat.

«Je me suis présentée à cette session avec mon avocat. Sa présence n'a pas du tout été appréciée. On m'a autorisée à lire les différents rapports rédigés contre moi. Le conseil de discipline a finalement prononcé mon licenciement en se basant sur un dossier totalement vide. Aucune preuve concrète n'a été présentée contre moi. D'autant que la sanction en elle-même est irrecevable car, selon les textes régissant la Fonction publique, la

procédure de discipline doit être provoquée par le responsable hiérarchique direct du concerné. Dans ce cas précis, la plainte n'émane pas de la greffière en chef qui est ma responsable directe.»

Les problèmes ne s'arrêteront pas pour autant puisqu'elle a été empêchée d'introduire un recours à cette décision de licenciement.

«On m'a refusé le droit de faire appel de cette décision comme le permet la législation. Il faut savoir que je suis interdite d'accès au siège du Conseil d'Etat et que je suis donc dans l'impossibilité de déposer un recours. Toutes les tentatives pour transmettre ce recours par voie d'huissiers se sont avérées vaines. Les huissiers que j'ai contactés refusent catégoriquement d'avoir à faire au Conseil d'Etat. Finalement, j'ai décidé d'envoyer le recours par voie postale. Mais au jour d'aujourd'hui, je n'ai reçu aucun accusé de réception», affirme notre interlocutrice.

Malika A. est persuadée d'être un bouc émissaire. Elle a relevé une multitude de zones d'ombre dans cette affaire.

«Pourquoi ai-je été convoquée puis accusée plus d'un mois après la disparition de ces dossiers ? Lorsqu'un vol est constaté, la procédure voudrait que la justice soit saisie. Cela n'est plus du tout du ressort de l'administration. Je suis convaincue qu'on a voulu éviter de saisir la justice pour étouffer ce scandale et en même temps se débarrasser d'une personne gênante. Mais je suis fermement décidée à me battre pour mon honneur.»

T. H.

POUR METTRE FIN AUX RUMEURS
SUR L'ÉTAT DE SANTÉ DE LARBI BELKHEIR

Sa famille réagit

La famille de Larbi Belkheir a réagi, hier lundi, aux rumeurs les plus folles qui courent à propos de l'homme depuis quelques semaines, dont certaines le donnaient même pour... mort ! La famille du général et celle de ses beaux-parents, les Louhibi, mettent fin aux rumeurs, via un communiqué parvenu, hier lundi, à notre rédaction.

«Depuis le début de sa maladie, des rumeurs diverses, fantaisistes, répétées et malveillantes circulent sur l'état de santé de M. Larbi Belkheir, ambassadeur d'Algérie à Rabat, et dont la dernière, reprise d'un site local, diffusée par une chaîne télévisuelle étrangère le disait, mensongèrement, dans le coma», lit-on d'emblée dans le communiqué.

Manifestement très affectée par ces rumeurs répétitives sur l'état de santé de l'ancien directeur de cabinet de la présidence, la famille du concerné ne manque pas de lancer cet appel : «Les familles Belkheir et Louhibi prient les auteurs et colporteurs de ces rumeurs malveillantes de respecter un fait de vie privée de l'intéressé qui, effectivement, subit des soins qui portent leurs fruits dans une sérénité et une foi en Dieu absolues». Pour rappel, dans une réaction à ces mêmes rumeurs, Larbi Belkheir confiait au *Soir d'Algérie*, dans une précédente édition, en décembre dernier déjà, qu'il observait «une convalescence de six mois à la suite d'une intervention chirurgicale» et qu'il est «bel et bien chez lui à Alger». Le démenti de l'intéressé lui-même n'a donc pas suffi et les appels et visites se multipliaient chez l'homme au point d'obliger la famille à opter, pour assurer une convalescence dans la tranquillité, l'hôtel militaire de Beni-Messous à Alger. C'est dans ce site que Belkheir observe une convalescence ponctuée par des contrôles réguliers au niveau de l'hôpital militaire de Aïn-Naâdja.

Kamel Amarni

Communiqué de la famille
Larbi Belkheir

Depuis le début de sa maladie, des rumeurs diverses, fantaisistes, répétées et malveillantes circulent sur l'état de santé de M. Larbi Belkheir, ambassadeur d'Algérie à Rabat, et dont la dernière, reprise d'un site local, diffusée par une chaîne télévisuelle étrangère le disait, mensongèrement, dans le coma. Les familles Belkheir et Louhibi prient les auteurs et colporteurs de ces rumeurs malveillantes de respecter un fait de vie privée de l'intéressé qui, effectivement, subit des soins qui portent leurs fruits dans une sérénité et une foi en Dieu absolues.

Les familles Belkheir et Louhibi